

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 19 juillet 2023**  
(Convocation du 07 juillet 2023)

Aujourd'hui, le 19 juillet 2023 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni salle Henri Lavielle, à l'Hôtel du Département des Landes à Mont-de-Marsan, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	5
• Voix	5
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	5
• Voix	5
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Gérard Castet, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : - Conventions - Ressource en eau - PTGE Douze - Etude socio-économique agricole - Convention de partage de données relatives aux irrigants avec Irrigadour**

**Exposé des motifs :**

Le projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze a débuté en novembre 2021 avec le lancement du diagnostic. Ce travail implique directement les acteurs du territoire qui sont amenés à co-construire le socle de connaissances partagées qui alimentent le diagnostic. En parallèle, des études sont menées pour apporter un éclairage technique particulier sur certaines thématiques, notamment en ce qui concerne les aspects économiques de l'usage de l'eau en agriculture.

Le lien entre accès à la ressource et économie agricole est essentiel à caractériser dans une démarche de PTGE puisque cela est régulièrement questionné, menant à une remise en question de l'intérêt de l'irrigation agricole. Il apparaît donc nécessaire de réaliser un travail spécifique pour palier à ce déficit d'information. À noter que ce type d'étude a déjà été réalisée dans le cadre des PTGE précédents (Midour et Adour amont).

IRRIGADOUR a été désigné par arrêté inter-préfectoral (en date du 29 juillet 2013) comme Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) des prélèvements d'eau à usage d'irrigation agricole dans le bassin de l'Adour et plus précisément sur la Zone de Répartition des Eaux (ZRE) de ce bassin. Dans le cadre de ses missions, IRRIGADOUR doit proposer chaque année un plan de répartition des volumes de prélèvement d'eau entre les irrigants dans la limite du volume prélevable autorisé.

A ce titre, IRRIGADOUR dispose ainsi de données nominatives complètes sur les autorisations de prélèvements accordées aux exploitations agricoles du territoire.

L'EPTB est intéressé à utiliser les données de l'OUGC, pour son compte, dans le cadre de l'étude socio-économique agricole venant compléter le diagnostic du projet de territoire de la Douze. Le partage des données nominatives de prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole sur le territoire de la Douze est l'objet de la convention proposée à la délibération.

Considérant la délibération 2023/CMF/01 du 25 janvier 2023 autorisant le lancement de l'étude socio-économique agricole du PTGE Douze,

Considérant que l'OUGC Irrigadour est le seul organisme ayant en sa possession toutes les données de prélèvements détaillés et nominatifs nécessaires à la réalisation de cette étude,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- de valider la convention de partage de données annexée à cette délibération,
- d'autoriser le président à signer cette convention ainsi que tous documents relatifs à sa mise en œuvre.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 19 juillet 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*

Envoyé en préfecture le 24/07/2023

Reçu en préfecture le 24/07/2023

Publié le 25/07/2023

ID : 040-254002264-20230719-230719H1896H1-DE



Paul CARRÈRE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*

**Réunion du bureau  
du 19 juillet 2023**

**Délibération n°2023\_B\_52  
Page 3 sur 3**



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 24/07/2023

Reçu en préfecture le 24/07/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230719-230719H1896H1-DE



**irrigadour**  
gestion de l'eau pour  
l'irrigation agricole

## CONVENTION

**Partage de données dans le cadre de l'étude socio-économique agricole du projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze**



Entre

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n° 2022/11/71 en date du 30 novembre 2022, ci-après dénommée l'EPTB

d'une part,

Et

IRRIGADOUR, domicilié à la Maison de l'agriculture - Cité Galliane, 40005 Mont-de-Marsan cedex et représenté par son président Jean-Luc CAPES, ci-après dénommé l'OUGC.

d'autre part

### PREAMBULE

Dans le cadre du projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze, l'Institution Adour porte des études sur plusieurs thématiques en lien avec la ressource en eau et sa valorisation économique. Le poids de l'irrigation agricole dans l'économie des exploitations est spécifiquement étudié afin d'objectiver le gain potentiel que cela peut apporter. Cet éclairage est notamment nécessaire pour alimenter les réflexions sur les actions à promouvoir pour résorber le déséquilibre quantitatif du bassin la Douze tout en préservant l'économie du territoire.

IRRIGADOUR a été désigné par arrêté inter-préfectoral (en date du 29 juillet 2013) comme Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) des prélèvements d'eau à usage d'irrigation agricole dans le bassin de l'Adour et plus précisément sur la Zone de Répartition des Eaux (ZRE) de ce bassin. Dans le cadre de ses missions, IRRIGADOUR doit proposer chaque année un plan de répartition des volumes de prélèvement d'eau entre les irrigants dans la limite du volume prélevable autorisé.

A ce titre, IRRIGADOUR dispose ainsi de données nominatives complètes sur les autorisations de prélèvements accordées aux exploitations agricoles du territoire.

L'EPTB est intéressé à utiliser les données de l'OUGC, pour son compte, dans le cadre de l'étude socio-économique agricole venant compléter le diagnostic du projet de territoire de la Douze.





## IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT

Les Parties à la présente convention s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chacune des parties s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué à la protection des données (DPO) si ces dernières sont tenues d'en désigner un selon les termes de l'article 37 du RGPD et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, documentation nécessaire à la preuve de la conformité).

**DPO IRRIGADOUR** : Pascale SERE, du Syndicat Mixte ALPI, tel 05 58 85 81 90

**DPO INSTITUTION ADOUR** : Pascale SERE, du Syndicat Mixte ALPI, tel 05 58 85 81 90

### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de décrire les conditions et les modalités de mise à disposition de données entre les parties.

### ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

L'OUGC mettra à disposition de l'EPTB les données listées dans l'annexe 1.

Les parties s'engagent à fournir la source d'information des données dont elle n'a pas la propriété intellectuelle et à citer les auteurs des données pour chacune d'entre elles, lors de toutes réutilisations ou diffusions.

L'annexe 1 constitue la liste des données mises à disposition, leurs formats d'échange, leurs droits d'utilisation ainsi que leurs sources extérieures le cas échéant.

Cette liste n'est pas définitive, elle pourra faire l'objet d'ajouts de données entre les deux signataires par voie d'avenant.

### ARTICLE 3 : PROPRIETE DES DONNEES

Les données existantes ou acquises mises à disposition par les parties dans le cadre de la présente convention restent la propriété intellectuelle de chacune des parties et/ou des producteurs de données cités dans les annexes en tant que source pour chaque donnée.

Les parties disposent, en vertu de la présente convention de droits d'exploitation, de réutilisation ou de diffusion limités à ceux décrits dans l'annexe 1 pour chaque donnée.

### ARTICLE 4 : CONFIDENTIALITE, ORGANISATION ET FORMAT DES INFORMATIONS

Dans l'annexe 1, pour chaque donnée mise à disposition par l'OUGC, sera précisé le droit d'utilisation afférent.

Chacune des parties ne sera pas tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des données par l'autre partie.

Les parties s'engagent à fournir des données organisées par thématiques, secteurs, types ou du moins avec une arborescence claire et des fiches descriptives pour chaque donnée échangée notamment sur la composition des données attributaires dans le cas de données géographiques.





### **ARTICLE 5 : DUREE**

La présente convention est valable pour une durée de un an à partir de la date de signature. Les données seront conservées uniquement sur cette période. Par conséquent, les utilisateurs des données en Annexe 1 s'engagent à les supprimer de leurs bases de données un an à partir de la date de signature.

### **ARTICLE 6 : RESTRICTIONS SUR LES DONNEES PERSONNELLES**

Les utilisateurs sont informés que les données comportent des restrictions d'usage de par leur nature (données personnelles, données sensibles, secrets...).  
Chaque partie s'engage à se conformer au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

### **ARTICLE 7 : PRIX**

La mise à disposition de l'ensemble des données s'effectue à titre gracieux.

### **ARTICLE 8 : RESILIATION**

En cas de non-respect des droits d'utilisation avéré l'une ou l'autre des parties pourra mettre fin à la présente convention sous réserve de le notifier par courrier adressé en recommandé avec accusé de réception.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Paul CARRERE**  
Président de l'Institution Adour

**Jean-Luc CAPES**  
Président d'IRRIGADOUR





## ANNEXE 1 : DONNEES MISE A DISPOSITION PAR L'OUGC

Sont concernées par cette convention toutes les exploitations dont le siège est situé sur l'une des communes comprises dans le projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze. Les autorisations de prélèvement et les volumes prélevés concernent ces exploitations.

Nom de la données	Type de la données	Source	Condition particulière d'utilisation	Destinataires des données	Type de données
<b>Autorisations de prélèvements</b> à des fins d'irrigation agricole	via clé USB ou via une plateforme d'envoi sécurisée (Zendto)	IRRIGADOUR	Les données seront retraitées si nécessaire (volumes autorisés regroupés par exploitation et par type de ressource mobilisée) et transmises aux CERFRANCE des Landes et du Gers pour une exploitations <b>dont les résultats seront anonymisés.</b>	<b>IA / CERFRANCE</b> liés par un acte d'engagement précisant le cadre de cet échange	<b>SIRET</b> Numéro de point de prélèvement Coordonnées GPS [X ; Y] Volume autorisé au sein du bassin Volume autorisé hors bassin Type de ressource Surface Débit autorisé
<b>Prélèvements réalisés</b> à des fins d'irrigation agricole	via clé USB ou via une plateforme d'envoi sécurisée (Zendto)	IRRIGADOUR	Les données seront retraitées si nécessaire (volumes prélevés regroupés par exploitation et par type de ressource mobilisée) et transmises aux CERFRANCE des Landes et du Gers pour une exploitations <b>dont les résultats seront anonymisés.</b>	<b>IA / CERFRANCE</b> liés par un acte d'engagement précisant le cadre de cet échange	<b>SIRET</b> Numéro de point de prélèvement Coordonnées GPS [X ; Y] Volume prélevé au sein du bassin Volume prélevé hors bassin Type de ressource Surface Débit autorisé

Pour les exploitations dont le siège se trouve sur l'une des communes du PTGE Douze mais dont une partie des points de prélèvement se trouve en dehors du bassin hydrographique, il sera nécessaire de le préciser en indiquant la part du volume prélevé sur le territoire du PTGE.

